

Mémoire

La mission de "reporting" au sein de PME, filiales françaises de groupes américains : proposition d'un mode opératoire efficace et de sa traduction chiffrée, dans un contexte international

Bibliothèque

05/2006

ATTIA-BILLOUDET, Karine

L'objectif du mémoire est, dans un premier temps, de montrer comment l'expert-comptable d'une filiale américaine peut, à partir de comptes au format français, établir une " situation flash " mensuelle au format américain. Il explique dans un second temps comment cette méthode valable pour passer du référentiel français au référentiel américain, peut très bien s'appliquer en cas de besoin, pour passer du référentiel français au référentiel international. C'est dans ce contexte qu'un mode opératoire efficace doit être mise en place permettant de répondre aux demandes des clients, de passer facilement d'un référentiel à un autre, et ce, dans un souci de gain de temps.

-Le rôle de l'expert-comptable dans le cadre de la mission d'assistance en matière de " reporting " et l'évolution du contexte international

----Les attentes d'un groupe américain vis-à-vis de l'expert-comptable

-----Des besoins d'ordre stratégique

-----Des besoins d'ordre qualitatif

-----La lettre de mission

----Les enjeux pour l'expert-comptable compte tenu de l'évolution des normes et des lois

-----Les diverses normes et lois

-----Les contraintes pratiques liées à l'application des diverses normes et lois

-Proposition d'un mode opératoire mensuel satisfaisant aux divers enjeux

----Les états à faire remonter mensuellement aux Etats-Unis

-----Le bilan et le compte de résultat au format américain

-----Les tableaux recoupant certains postes du bilan

-----Les tableaux recoupant certains postes du compte de résultat

-----Une note explicative

----La préparation des divers états : un mécanisme à mettre en place dans un souci de rapidité et de fiabilité

-----L'importance des outils et des méthodes informatiques

-----Les éléments qui peuvent être préparés et tenus prêts par le client tous les mois

-----Les outils et informations à mettre en place par le cabinet pour une utilisation mensuelle

-----Une procédure type à appliquer

----Reporting mensuel et autres missions

-----Reporting mensuel et comptes annuels

-----Reporting mensuel et préparation du budget

-----Reporting mensuel et opérations avec le groupe

-----Reporting mensuel et gestions des salariés " expatriés "

-Traduction " chiffrée " par un trame d'écritures mensuelles : les principales normes US GAAP et IAS/IFRS à intégrer

----Les retraitements issus des comptes de bilan

-----Les postes qui ont fait l'objet d'une transposition en France des normes internationales

-----Les postes qui n'ont pas encore fait l'objet d'une transposition en France des normes internationales

----Les retraitements issus du compte de résultat

-----Les postes qui ont fait l'objet d'une transposition en France des normes

internationales

-----Les postes qui n'ont pas fait l'objet d'une transposition en France des normes internationales

----Les retraitements liés à la fiscalité

-----Les opérations purement fiscales

-----L'impôt différé

-ANNEXES

----Sommaire mensuel type

----Modèle de courrier d'envoi par fax

----Compte de résultat au format américain

----Bilan au format américain

----Etat récapitulatif des immobilisations et amortissements

----Tableau de calcul des congés payés, taxes assises sur les salaires

----Tableau de calcul de frais de groupe

----Tableau de suivi des comptes de groupe

----Tableau explicatif de certains comptes

----Trame d'OD situation flash

----Trame d'OD de retraitement US GAAP

----Trame d'OD de retraitement IFRS

-Le rôle de l'expert-comptable dans le cadre de la mission d'assistance en matière de " reporting " et l'évolution du contexte international

----Les attentes d'un groupe américain vis-à-vis de l'expert-comptable

-----Des besoins d'ordre stratégique

-----Des besoins d'ordre qualitatif

-----La lettre de mission

----Les enjeux pour l'expert-comptable compte tenu de l'évolution des normes et des lois

-----Les diverses normes et lois

-----Les contraintes pratiques liées à l'application des diverses normes et lois

-Proposition d'un mode opératoire mensuel satisfaisant aux divers enjeux

----Les états à faire remonter mensuellement aux Etats-Unis

-----Le bilan et le compte de résultat au format américain

-----Les tableaux recoupant certains postes du bilan

-----Les tableaux recoupant certains postes du compte de résultat

-----Une note explicative

----La préparation des divers états : un mécanisme à mettre en place dans un souci de rapidité et de fiabilité

-----L'importance des outils et des méthodes informatiques

-----Les éléments qui peuvent être préparés et tenus prêts par le client tous les mois

-----Les outils et informations à mettre en place par le cabinet pour une utilisation mensuelle

-----Une procédure type à appliquer

----Reporting mensuel et autres missions

-----Reporting mensuel et comptes annuels

-----Reporting mensuel et préparation du budget

-----Reporting mensuel et opérations avec le groupe

-----Reporting mensuel et gestions des salariés " expatriés "

-Traduction " chiffrée " par un trame d'écritures mensuelles : les principales normes US GAAP et IAS/IFRS à intégrer

----Les retraitements issus des comptes de bilan

-----Les postes qui ont fait l'objet d'une transposition en France des normes internationales

-----Les postes qui n'ont pas encore fait l'objet d'une transposition en France des normes

internationales

----Les retraitements issus du compte de résultat

-----Les postes qui ont fait l'objet d'une transposition en France des normes internationales

-----Les postes qui n'ont pas fait l'objet d'une transposition en France des normes internationales

----Les retraitements liés à la fiscalité

-----Les opérations purement fiscales

-----L'impôt différé

-ANNEXES

----Sommaire mensuel type

----Modèle de courrier d'envoi par fax

----Compte de résultat au format américain

----Bilan au format américain

----Etat récapitulatif des immobilisations et amortissements

----Tableau de calcul des congés payés, taxes assises sur les salaires

----Tableau de calcul de frais de groupe

----Tableau de suivi des comptes de groupe

----Tableau explicatif de certains comptes

----Trame d'OD situation flash

----Trame d'OD de retraitement US GAAP

----Trame d'OD de retraitement IFRS

Guide de mise en place opérationnelle des projets d'interprétations de l'IFRIC relatifs aux concessions de service public

Bibliothèque

05/2006

AMATO, Eric

Le présent mémoire a trois objectifs :

- expliquer au lecteur, dans une première partie, la situation actuelle (fin décembre 2005/début janvier 2006) des entreprises cotées françaises exploitant des concessions de service public. Le point de départ sera l'information financière " IFRS " publiée par les principaux groupes. Sa compréhension, de même que celle des observations des commissaires aux comptes faites dans le cadre du bilan d'ouverture et des comptes du 1er semestre 2005, nécessitera de rappeler les principales caractéristiques juridiques et comptables attachées à un contrat de délégation de service public ainsi que le processus d'élaboration des normes IFRS et le mécanisme d'adoption spécifique mis en place par l'Europe ;

- présenter dans une deuxième partie les 3 projets d'interprétations de l'IFRIC relatifs aux concessions. Après l'exposé détaillé des principales dispositions de ces textes et l'explication des sous-jacents théoriques qui ont guidé l'IFRIC dans ses conclusions, une synthèse des critiques formulées à l'encontre de ces projets sera présentée,

- fournir, dans une troisième partie, les outils pour la mise en place opérationnelle de ces projets d'interprétation. Devant la difficulté de traiter de manière exhaustive l'ensemble des situations et des besoins, le choix a été fait de se concentrer sur la démarche méthodologique, notamment pour le recensement et l'analyse des contrats, ainsi que sur la valorisation des créances financières. Un exemple réel de déploiement de ces projets d'interprétations vient illustrer le plus concrètement possible les concepts exposés et la démarche à suivre.

-La situation des entreprises cotées françaises exploitant des concessions de service public

durant la période de transition aux IFRS

----Les pratiques comptables et l'information financière relatives aux IFRS des entreprises françaises au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005

-----Le maintien des principes français de comptabilisation des concessions de service public durant la période de transition aux IFRS

-----Les observations des Commissaires aux comptes

----Les services publics et les contrats associés

-----Marché public, délégation de service public et contrat de partenariat : définitions et principes fondamentaux

-----Les modes d'organisation de la délégation de service public

----Les principes règles comptables appliquées jusqu'à présent par les concessionnaires français

-----Les principes généraux

-----Les principales difficultés comptables soulevées en France par les concessions de service public

----Le processus d'élaboration des normes IFRS et le mécanisme d'adoption européen

-----L'IASB : organisation, objectifs et processus d'élaboration des normes et des interprétations

-----L'Europe et les IASB : du choix raisonné à la mise en application

-Les projets d'interprétations de l'IFRIC relatifs aux concessions de service public - contexte, présentation et critiques

----Présentation et analyse du projet d'interprétation D12 - Détermination du modèle comptable applicable

-----Présentation et champs d'application du texte

-----Les principales dispositions

-----Guide d'application

-----Les fondements des conclusions : des modèles comptables basés sur la notion de contrôle et de l'identité du payeur

----Présentation et analyse du projet d'interprétation D13 - Contrats de concession : le modèle de l'actif financier

-----Présentation et champs d'application du texte

-----Les principales dispositions

-----Exemple illustrant le modèle de l'actif financier

-----Fondements des conclusions

----Présentation et analyse du projet d'interprétation D14 - Contrats de concession : le modèle de l'actif incorporel

-----Présentation et champs d'application du texte

-----Les principales dispositions

-----Exemple illustrant le modèle de l'actif incorporel

-----Les fondements des conclusions : la concession de service public est une prestation de construction puis une prestation de services

----Analyse des commentaires reçus sur les trois projets d'interprétation

-----L'appel à commentaire de l'IFRIC

-----L'analyse des réponses françaises

-----Les réponses de l'IFRIC aux commentaires reçus

-Guide de mise en place opérationnelle es projets d'interprétations de l'IFRIC relatifs aux concessions de service public

----Les principaux impacts comptables chez les entreprises

-----Des modifications significatives sur le bilan et le compte de résultat

-----Illustration des conséquences induites par les nouveaux modèles comptables

----La mise en place des interprétations de l'IFRIC

-----La gestion du projet de transition

-----La démarche mise en place dans un groupe

- La formation des individus, un vrai facteur de succès
- Annexes
- Incidences du passage aux IFRS pour les groupes français cotés exploitant des concessions Extrait plaquettes
- Article 393-1 du Plan Comptable Général
- Exemple illustrant la séquence des dotations aux amortissements et de la provision pour le renouvellement
- L'organisation de l'IASB
- Origine professionnelle et géographique des principaux organes de l'IASB
- Le mécanisme d'adoption des IFRS en Europe
- Arbre de décision relatif aux contrats de concession selon D12
- Exemple illustrant le modèle de l'actif financier
- Exemple illustrant le modèle de l'actif incorporel
- Analyse de l'origine des réponses reçues par l'IFRIC aux projets d'interprétations D12, 13 et 14
- Exemple illustrant le modèle de l'actif corporel - PCG
- Illustration des différences entre les modèles comptables
- Recensement des contrats - exemple de fiche contrat type à remplir par les filiales
- Analyse des contrats - exemple de questionnaire à déployer dans les filiales

- La situation des entreprises cotées françaises exploitant des concessions de service public durant la période de transition aux IFRS
- Les pratiques comptables et l'information financière relatives aux IFRS des entreprises françaises au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005
- Le maintien des principes français de comptabilisation des concessions de service public durant la période de transition aux IFRS
- Les observations des Commissaires aux comptes
- Les services publics et les contrats associés
- Marché public, délégation de service public et contrat de partenariat : définitions et principes fondamentaux
- Les modes d'organisation de la délégation de service public
- Les principes règles comptables appliquées jusqu'à présent par les concessionnaires français
- Les principes généraux
- Les principales difficultés comptables soulevées en France par les concessions de service public
- Le processus d'élaboration des normes IFRS et le mécanisme d'adoption européen
- L'IASB : organisation, objectifs et processus d'élaboration des normes et des interprétations
- L'Europe et les IASB : du choix raisonné à la mise en application
- Les projets d'interprétations de l'IFRIC relatifs aux concessions de service public - contexte, présentation et critiques
- Présentation et analyse du projet d'interprétation D12 - Détermination du modèle comptable applicable
- Présentation et champs d'application du texte
- Les principales dispositions
- Guide d'application
- Les fondements des conclusions : des modèles comptables basés sur la notion de contrôle et de l'identité du payeur
- Présentation et analyse du projet d'interprétation D13 - Contrats de concession : le modèle de l'actif financier
- Présentation et champs d'application du texte
- Les principales dispositions

- Exemple illustrant le modèle de l'actif financier
- Fondements des conclusions
- Présentation et analyse du projet d'interprétation D14 - Contrats de concession : le modèle de l'actif incorporel
- Présentation et champs d'application du texte
- Les principales dispositions
- Exemple illustrant le modèle de l'actif incorporel
- Les fondements des conclusions : la concession de service public est une prestation de construction puis une prestation de services
- Analyse des commentaires reçus sur les trois projets d'interprétation
- L'appel à commentaire de l'IFRIC
- L'analyse des réponses françaises
- Les réponses de l'IFRIC aux commentaires reçus
- Guide de mise en place opérationnelle es projets d'interprétations de l'IFRIC relatifs aux concessions de service public
- Les principaux impacts comptables chez les entreprises
- Des modifications significatives sur le bilan et le compte de résultat
- Illustration des conséquences induites par les nouveaux modèles comptables
- La mise en place des interprétations de l'IFRIC
- La gestion du projet de transition
- La démarche mise en place dans un groupe
- La formation des individus, un vrai facteur de succès
- Annexes
- Incidences du passage aux IFRS pour les groupes français cotés exploitant des concessions Extrait plaquettes
- Article 393-1 du Plan Comptable Général
- Exemple illustrant la séquence des dotations aux amortissements et de la provision pour le renouvellement
- L'organisation de l'IASB
- Origine professionnelle et géographique des principaux organes de l'IASB
- Le mécanisme d'adoption des IFRS en Europe
- Arbre de décision relatif aux contrats de concession selon D12
- Exemple illustrant le modèle de l'actif financier
- Exemple illustrant le modèle de l'actif incorporel
- Analyse de l'origine des réponses reçues par l'IFRIC aux projets d'interprétations D12, 13 et 14
- Exemple illustrant le modèle de l'actif corporel - PCG
- Illustration des différences entre les modèles comptables
- Recensement des contrats - exemple de fiche contrat type à remplir par les filiales
- Analyse des contrats - exemple de questionnaire à déployer dans les filiales

Bâle II, nouveau ratio de solvabilité des banques : analyse de cette réforme et de ses impacts sur les missions de l'auditeur dans une banque

Bibliothèque

05/2006

DELARUE-MACARD, Marie-Laure

Ce mémoire a pour objectif de présenter les grands principes de la réforme du ratio, car il est nécessaire d'en comprendre les principes pour en apprécier les modalités, puis exposer de la façon la plus simple possible les différents modes de calcul de ce ratio, en analysant les paramètres les plus sensibles pour le calcul. Il analyse aussi les conséquences de cette réforme sur les missions de l'auditeur, en abordant deux rôles possibles, celui du conseil et celui du commissaire aux comptes.

Sommaire :

- Une réforme complexe, dont les principes et les modalités de mise en œuvre constituent un changement majeur par rapport au dispositif en vigueur
- Les principes généraux de la réforme : un dispositif plutôt qu'un ratio
- Un dispositif plutôt qu'un ratio : les grands objectifs et les " trois piliers "
- Les différentes options possibles : risques de crédit et risque opérationnel
- Les contraintes de calendrier et d'homologation : les principaux critères-clés
- Approche par les notaires internes (IRB) : présentation de la méthodologie de calcul de l'exigence en fonds propres
- La méthode générale : les différents paramètres
- Les cas particuliers
- Le calcul de l'exigence en fonds propres
- Rôle et missions de l'auditeur : missions de conseil et prise en compte de Bâle II dans l'application des IFRS
- Assister à la mise en œuvre : exemples de missions de conseil
- Déroulement d'un projet Bâle II et rôle des différents acteurs
- Exemples de mission de l'auditeur
- Bâle II et les IFRS - des sujets liés : une illustration pour le calcul des provisions
- Bâle II et IFRS dans une banque : les différents points d'impact
- Bâle II et les provisions collectives (ifrs39)
- Annexes
- Proposition de plan détaillé pour le document de synthèse du projet Bâle II
- Exemple de calculs d'exigence en fonds propres
- Etude QIS 3.0 tableaux d'impact

Les instruments dérivés du crédit dans les établissements de crédit : la problématique du traitement comptable en normes internationales

Bibliotique

05/2006

CHARTRON, Damien

Ce mémoire est un guide pour les experts-comptables et les praticiens comptables en général. Il permet de comprendre ce que sont les dérivés de crédit et quel traitement comptable doit être appliqué. De plus, dans le cadre du passage aux normes IFRS, l'objet de ce mémoire consiste plus spécifiquement à comparer le traitement de ces instruments en référentiel français et international. Au-delà des questions de principes comptables, ce mémoire s'attache aussi à étudier les difficultés d'application rencontrées par les professionnels dans le secteur bancaire. Enfin, pour faciliter l'utilisation pratique de ce mémoire par les experts-comptables, la démarche adoptée aboutit à l'élaboration d'un outil d'aide à la décision pour appliquer les IFRS aux dérivés de crédit.

Sommaire :

- Les instruments dérivés de crédit et le contexte d'utilisation par les établissements de crédit
- Les caractéristiques des instruments dérivés de crédit
- Définition et typologie
- Enjeux et risques liés à la définition des événements de crédit
- Un marché en forte évolution
- Détermination de la valeur des dérivés de crédit
- Contexte réglementaire et utilisation par les banques
- La gestion du risque de crédit
- Un outil de diversification et de développement de nouveaux produits structurés
- L'évolution des contraintes réglementaires : de Bâle I à Bâle II

- Réglementation comptable française et internationale : réflexions sur les divergences
- Le traitement des dérivés de crédit en comptabilité française dans les établissements de crédit
- La réglementation comptable applicable
- Exemples d'application en fonction de l'intention de gestion et du type de dérivé de crédit
- Les grands principes des normes internationales et leur impact sur le traitement comptable des dérivés de crédit
- Les dérivés de crédit : assurance ou instrument dérivé ?
- La prédominance de la substance sur l'apparence
- Du coût historique à la notion de juste valeur
- La comptabilité de couverture
- Analyse comparée du traitement comptable des dérivés de crédit en normes françaises et en IFRS et impact sur les états financiers
- Le cas des instruments basés sur la défaillance : le Credit Default Swap
- Le cas des titres structurés : la Credit Linked Note
- Le cas des instruments de transfert de rendements : le Total Return Swap
- L'exigence d'une meilleure information sur le risque de crédit
- Application pratique des IFRS : difficultés rencontrées par les établissements de crédit - Proposition d'un guide et d'un traitement comptable souhaitable
- Les difficultés d'application et l'inadaptation des IFRS au contexte des dérivés de crédit pour les banques
- Les difficultés d'application de la comptabilité de couverture pour les dérivés de crédit
- Le problème de la détermination de la juste valeur des dérivés de crédit et de la reconnaissance du résultat
- Proposition d'un guide d'application et de pistes de réflexion pour un traitement comptable souhaitable pour les banques
- Proposition d'un guide méthodologique et d'arbres de décision
- Pistes de réflexion pour un traitement comptable des dérivés de crédit utilisés à des fins de couverture
- ANNEXES
- Exemple de confirmation d'un Credit Default Swap
- Exemple de probabilités de défaut cumulées dans le temps par classe de notation
- Exemple de matrice de transition à un an par classe de notation
- Présentation des accords de Bâle I
- Présentation des accords de Bâle II
- Arbre de décision relatif à la décomptabilisation des actifs financiers (extrait IAS 39)
- Proposition d'arbres de décision relatifs au traitement comptable des dérivés de crédit en IFRS

Comprendre et appliquer la norme IAS 12 sur l'impôt : difficultés comptables et aspects d'organisation dans le contexte d'un groupe international

Bibliothèque

05/2006

CHAMPEAUX-CHAILLOU, Valérie

Ce mémoire comporte deux parties. La première partie étudie la norme IAS 12, tant dans ce qu'elle a de commun avec les règles françaises (1ère partie) que dans ses divergences (2e partie) et ce de la façon la plus pratique possible en situant les problématiques comptables dans leur contexte fiscal (exemples illustrés). Elle aborde les difficultés pratiques posées par l'application d'IAS 12, la nécessité de renforcer l'information financière, et le problème des erreurs comptables révélées par le passage aux normes internationales. La deuxième partie de ce mémoire porte sur les aspects d'organisation, indispensables à la fiabilisation de la

fiscalité latente.

Sommaire :

- L'identification des divergences : comparaison des référentiels français et international
- Une conception commune de la fiscalité latente dans les deux référentiels
- Qu'est-ce qu'un impôt différé ?
- Un consensus sur les principes
- Des conditions de reconnaissance proches
- Une approche plus systématique des normes internationales au nom de la juste valeur
- Les différences en terme de bases
- Les différences en terme de méthodologie
- Contrairement aux IFRS, les règles comptables françaises n'imposent pas l'enregistrement des impôts différés dans les comptes sociaux
- Au-delà des principes comptables, d'importantes questions pratiques
- Une remise à plat des impôts différés dans les groupes
- Un effort considérable en terme d'information financière
- La fiabilisation de la fiscalité latente : aspects d'organisation
- Une nécessaire collaboration entre les services fiscaux et comptables
- L'apport des services fiscaux
- Un intérêt croissant des départements fiscaux pour la fiscalité latente
- La mise en place d'un système de reporting
- Un outil de communication indispensable entre le siège et les entités locales
- L'impôt courant et différé dans les liasses Consolidation -Etude pratique

La pratique de l'information sectorielle dans les référentiels comptables français, IFRS et US GAAP

Bibliothèque

05/2006

PERLIER, Nicolas

Ce mémoire a un double objectif. Il montre, à travers l'analyse des textes comparables français, IFRS et US GAAP, ce que recouvre l'expression information sectorielle et les contraintes que sa mise en oeuvre représente pour les sociétés. Il propose un guide méthodologique à destination de toute personne (préparateur d'états financiers dans un service comptable/financier ou professionnel) confrontée à la préparation d'une note relative à l'information sectorielle dans le cadre de la préparation de l'annexe aux états financiers.

Sommaire :

- La problématique de la chaîne logistique globale dans le secteur de l'industrie pharmaceutique
- Comprendre la chaîne logistique globale
- De la logistique à la "supply chain"
- Les particularités du secteur pharmaceutique
- Quels liens avec les flux financiers ?
- La chaîne logistique : un outil de pilotage et de gestion
- Le système d'information : un progiciel de gestion intégré
- Contribuer à l'amélioration de la performance
- Permettre de piloter la performance de l'entreprise
- Permettre d'évaluer et de sécuriser les flux et les processus
- Réflexion préalable à la proposition d'un programme de travail
- La chaîne logistique globale s'intègre dans la mission du commissaire aux comptes
- Approche par les processus : la démarche du contrôle interne
- L'organisation du contrôle interne

- La méthodologie d'appréciation
- L'évaluation du contrôle interne
- La présentation des conclusions
- Approche par les risques : l'identification des risques spécifiques à la chaîne logistique
- Les risques liés aux actifs incorporels et aux frais de recherche et développement
- Les risques liés aux achats et au stock d'en-cours
- Les risques liés au stock de produits finis et à leur distribution
- Les risques fiscaux
- Proposition d'un programme de travail sur l'audit de la chaîne logistique globale
- Apprécier le contrôle interne et préparer le contrôle des comptes
- Organisation de la mission
- Compréhension des procédures de traitement des données
- Vérification du fonctionnement du contrôle interne
- Préparation du "final"
- Evaluation des comptes et obtention d'éléments probants
- Les frais de recherche et développement
- Les stocks et en-cours de production
- Les tiers
- L'examen analytique
- Conforter l'opinion du commissaire aux comptes
- La fin de mission
- Le respect du cadre réglementaire
- L'opinion du commissaire aux comptes ainsi renforcée
- ANNEXES
- Exemple d'une cartographie de processus
- Symboles utilisés dans l'élaboration des cartographies et diagrammes
- Assertions d'audit
- Exemples de calcul de la taxe sur la publicité

L'application de la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle à une filiale de groupe européen coté exerçant dans le contexte de crise ivoirien : les enjeux de la création de valeur

Bibliothèque

05/2006

KOFFI, Hyacinthe

Le mémoire est présenté en deux parties :

- La première partie évoque la crise de confiance des marchés financiers et la responsabilité des métiers de la finance, dont celle des professionnels de la comptabilité. Elle évoque également les mesures prises par les organes de réglementation pour mettre fin, ou du moins limiter considérablement, les scandales financiers que nous avons connus. Elle explicite le contexte des normes IFRS en général, et celui de la norme IAS 14 en particulier. Elle fait également un état des lieux de l'information financière et sectorielle dans le contexte d'exercice de la filiale objet de l'étude. Elle illustre le " déphasage contextuel " et insiste sur la nécessité de renforcement des processus de reporting groupe pour atteindre les impératifs de la norme IAS 14 ;
- La deuxième partie traite de la mise en œuvre de la norme IAS 14 et des apports qualitatifs attendus. Elle évoque ce que le groupe doit réaliser, et développe la contribution de la filiale à la tâche afin d'assurer la réussite du projet. Elle expose les critères de sectorisation, les méthodes comptables sectorielles et les exigences de " livrables " fixées par la norme IAS 14. Le cas de la filiale étudiée est chaque fois traité de façon à donner un exemple concret au lecteur, ce qui est indispensable du fait de la complexité de cette norme. Cette partie s'achève par un développement sur les apports de la mise en œuvre de cette

norme, pour le groupe et sa filiale, ainsi que pour les acteurs et professionnels financiers (investisseurs, auditeurs, organes de contrôle des marchés financiers, etc.).

Sommaire :

- La situation des filiales face aux exigences de la norme IAS 14 sur l'information sectorielle
- Les déficits d'information et la crise de confiance des marchés financiers
- Les symptômes des scandales financiers et la crise de l'information financière
- Les causes profondes des crises de l'information financière
- La restauration de la confiance : la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle
- Le renforcement de la gouvernance d'entreprise aux Etats-Unis et en France
- Une meilleure information sectorielle : la norme IAS 14
- L'analyse de la situation d'une filiale illustrée par le cas d'une entreprise exerçant dans un contexte de crise
- Le contexte d'exercice et la réglementation locale applicable à la filiale
- Les contraintes groupe : la consolidation statutaire et le reporting
- La mise en œuvre de la norme IAS 14 au sein de la filiale et les apports qualitatifs attendus
- Sectorisation et informations à fournir
- La sectorisation et l'anticipation des difficultés de collecte des informations
- Application pratique à la filiale : la définition des secteurs
- Principes de fond et de forme des " livrables "
- Les principes comptables et la conception de l'état annexé
- L'application pratique à la filiale
- Les apports qualitatifs attendus
- Les apports en interne
- Les apports sur le plan externe
- ANNEXES
- Règlement du droit comptable OHADA en matière de comptes consolidés et combinés
- Etats financiers consolidés selon le droit comptable OHADA
- Texte intégral de la norme IAS 14
- Arbre de décision pour la définition des secteurs
- Exemple de présentation d'une information sectorielle
- Comparaison détaillée des normes IAS 14, FAS 131 et du règlement français CRC 99-02
- Questionnaire de contrôle sur l'information sectorielle publiée
- Texte intégral de la norme IFRS 1
- Exemples de présentation d'informations sectorielles dans les rapports annuels de groupe selon le règlement CRC 99-02 : EDF et SUEZ

Les investissements réalisés par les entreprises en matière d'éthique : la détermination par l'expert-comptable des traitements comptables adaptés - La certification par le commissaire aux comptes des informations communiqués

Bibliothèque

05/2006

HAZIZA, Benjamin

L'objectif du mémoire est de sensibiliser les experts-comptables et commissaires aux comptes aux problématiques de développement durable : investissements socialement responsable, dépenses éthiques, responsabilité sociale des entreprises, commerce équitable, déontologie... Autant de termes faisant référence à une même notion : l'éthique s'installe progressivement au cœur des stratégies d'entreprises.

Sommaire :

- Ethique et entreprise, présentation du contexte
- Définitions de l'éthique
 - Notion d'éthique adaptée au monde de l'entreprise
 - Autres notions liées au concept d'éthique dans l'entreprise
- Développement du concept d'éthique dans l'entreprise
 - Facteurs justifiant la généralisation actuelle du concept d'éthique dans les entreprises
 - Impacts organisationnels dans les entreprises
- Le traitement comptable des dépenses " éthiques "
 - Valeur économique des investissements " éthiques "
 - Valeur intrinsèque des investissements " éthiques "
 - Modèles de valorisation applicables
 - Traitement comptable des investissements " éthiques "
 - Le traitement d'un actif économique " éthique " selon le référentiel comptable français
 - Le traitement d'un actif économique " éthique " selon le référentiel IFRS
- Certification des informations " éthiques " des entreprises par les commissaires aux comptes
 - La typologie des rapports sur le développement durable et les parties prenantes en matière de certification
 - La typologie des rapports sur le développement durable
 - Les parties prenantes en matière de certification des informations éthiques
 - La certification des informations éthiques par les commissaires aux comptes
 - La préparation de la mission
 - Le déroulement de la mission
- ANNEXES
 - Exemple d'une " Note de broker " - Hermès 2004
 - Rapport sur le développement durable - Alcatel 2004
 - Rapport sur le développement durable - Axa 2004
 - Brochure Deloitte - Offre de service en matière de développement durable
 - Avis des experts sur le rapport " développement durable " de l'Oréal 2004
 - Avis des commissaires aux comptes sur le rapport " développement durable " d'Alcatel

Le traitement comptable des immobilisations : une convergence du plan comptable général vers les normes IAS/IFRS : illustration avec la comptabilisation des outillages dans le secteur automobile

Bibliothèque

05/2006

QUIRIN, Sandra

Ce mémoire se décompose en 2 parties. La première partie présente la convergence du plan comptable général vers les normes IAS/IFRS par l'application des dernières dispositions du Comité de la réglementation comptable. Dans un premier temps, il s'agit de présenter le cadre réglementaire des différents référentiels comptables et la convergence des normes françaises vers les IAS/IFRS. La présentation des différents référentiels comptables permettra d'évoquer l'approche comptable des immobilisations selon chacun de ces référentiels, pour ensuite aborder le thème de la convergence du droit comptable français vers le référentiel international. Dans un deuxième temps, il convient de présenter les

nouvelles dispositions réglementaires françaises portant sur les actifs. C'est pourquoi il est essentiel d'étudier le règlement du Comité de la réglementation comptable relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, puis celui relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs, pour enfin aborder les modalités d'application de ces règlements. La deuxième partie est consacrée à la mise en oeuvre des nouvelles règles comptables dans le secteur d'activité économique de l'automobile et tout particulièrement leurs applications aux outillages spécialisés. Ce mémoire propose des outils de travaux ayant pour objectif de permettre l'application des nouvelles règles comptable au sein des entités économiques, tout en optimisant fiscalement et comptablement leur mise en oeuvre.

Sommaire :

- Le traitement comptable des immobilisations corporelles, une convergence du PCG vers les normes IAS/IFRS
- La convergence des normes françaises vers les IAS/IFRS
- La description des référentiels comptables : IFRS, français et US GAAP
- La convergence du droit comptable français vers les normes IAS/IFRS
- Les nouvelles approches comptables des actifs
- Etude des nouvelles réformes comptables portant sur les actifs
- La mise en oeuvre des réformes comptables
- Le traitement comptable des outillages dans le secteur de l'automobile
- La comptabilisation des outillages à l'actif du bilan
- Présentation des différentes situations dans le secteur de l'automobile
- Application de la méthode rétrospective pour la comptabilisation des outillages à l'actif de l'équipementier
- Application de la méthode prospective pour la comptabilisation des outillages à l'actif
- La comptabilisation des outillages en compte de charges
- Présentation des différentes situations dans le domaine de la sous-traitance
- Comptabilisation des outillages par l'application de la méthode rétrospective en situation de sous-traitance
- Comptabilisation des outillages par l'application de la méthode prospective en situation de sous-traitance
- Présentation des conclusions des travaux réalisés
- ANNEXES
- Tableau synthétique décrivant les incidences en comptabilité et en fiscalité des nouvelles normes portant sur les actifs
- Tableau synthétique décrivant les incidences comptables et fiscales des différents traitements des outillages
- Le marché mondial des constructeurs automobiles
- Le marché automobile européen
- Le marché des équipements automobiles en Europe et ses perspectives
- Règlement CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs
- Règlement CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- Avis du Comité d'urgence du CNC 2005-D du 01/06/2005 afférant aux modalités d'application des règlements 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- La taxe professionnelle sur les immobilisations

Utilisation par les groupes non cotés et les PME des apports des normes IAS 16 et 36 : enjeux, opportunités et exemple d'approche dans le secteur de la distribution spécialisée

Bibliothèque

05/2006

VEROT-THOREAU-LEVARE, Pascale

Ce mémoire présente des approches méthodologiques des normes IAS 16 et 36 destinés aux groupes non cotés et aux PME du secteur de la distribution spécialisée. Les modèles d'évaluation des actifs qui sont proposés sont conformes aux principes énoncés par les normes et permettent de délivrer une information économique et stratégique à destination d'un lecteur externe. En outre, cette démarche d'élaboration de modèles peut servir de toile de fond à l'expert-comptable dans ces recommandations et conseils aux clients.

Sommaire :

-Enjeux et opportunités des apports des normes IAS 16 et IAS 36 pour les groupes non cotés et les PME du secteur de la distribution spécialisée

----Les normes pour les groupes non cotés et les PME : la nécessité d'agir maintenant

-----Ne pas anticiper les normes comptables présente des risques non négligeables

-----Anticiper pour mesurer les impacts et faire de l'évolution une opportunité

-----Obstacles potentiels : coût, complexité, culture

-----Rôle clé de l'expert-comptable en matière d'anticipation, de formation et d'accompagnement

----Caractéristiques spécifiques du secteur de la distribution

-----La concentration, un enjeu majeur pour le secteur de la distribution spécialisée

-----Financer la croissance : nécessité de renforcer la crédibilité vis à vis des partenaires financiers

-----Importance et impact de la norme 16 compte tenu du montant significatif des actifs immobiliers et mobiliers

-----Importance et impact de la norme IAS 36 sur la rentabilité des actifs immobilisés

-----Intérêts des acteurs du secteur pour l'évaluation du patrimoine immobilier à la juste valeur

----Juste valeur selon la norme IAS 36 : notion nouvelle qui implique des choix

-----Notion clé des normes non introduite directement dans le PCG : historique et enjeux

-----L'utilisation de la juste valeur par rapport au maintien de la méthode du coût historique : comparaison et perspective

-----Les conséquences sur la certification par le Commissaire aux comptes : principe de prudence et notion d'image fidèle

----Norme IAS 36 : au cœur de la performance mais difficile à appréhender

-----Principes essentiels et méthodes énoncés par la norme

-----Evaluation de la rentabilité des actifs d'exploitation

-----Possibilité offerte de comparer la performance des agences selon les mêmes critères

-----Les difficultés de calculer la valeur d'utilité énoncée par la norme

-----Vers la définition d'une méthode adaptée et conforme

-Du théorique vers la pratique - Modèles d'application de l'apport des normes IAS 16 et IAS 36 aux groupes non cotés ou PME de la distribution spécialisée

----Mise en œuvre de la démarche opérationnelle fondée sur l'analyse des biens

-----Description de la démarche opérationnelle

-----Sélection et analyse des types d'actifs immobilisés à tester

----Détermination de la juste valeur de l'actif immobilier : une méthode concrète

-----Description des deux méthodes d'évaluation et rapprochement avec la définition de la juste valeur, en conformité avec la norme IAS 16

-----Présentation du mode de calcul permettant de comparer les valeurs sur chaque actif testé

-----Deux modes complémentaires pour être plus juste et plus prudent sur l'estimation de la juste valeur à retenir

-----Conséquences et impacts sur les capitaux propres et sur le compte de résultat

- Détermination de la juste valeur de l'U.G.T. : la pertinence de la notion de fonds de commerce
- La définition de la valeur vénale selon le PCG correspond au prix de cession net selon la norme IAS 36 : des conditions à respecter
- La spécificité et l'intérêt de la notion de fonds de commerce : élément à valoriser
- Le prix de cession de l'UGT peut s'analyser comme une cession de fonds de commerce de l'agence
- La collecte des données et la présentation du modèle de calcul
- Analyse des résultats, ajustements et impacts stratégiques
- La nécessité d'ajuster la dépréciation des actifs immobilisés en fonction de l'analyse globale de l'UGT : performance et juste valeur
- Des incidences comptables et fiscales nouvelles
- Des conséquences stratégiques sur l'analyse de la performance
- La mise en place d'un logiciel de gestion des immobilisations approprié pour un suivi efficace des dépréciations d'actifs immobilisés
- ANNEXES
- Module de formation aux normes IFRS
- Organisation de la filière de la distribution
- Analyse des poids de l'actif
- Définition des principaux actifs incorporels
- Définition des actifs
- Tableau de calcul de la valeur d'utilité
- Exemple d'identification des UGT

La reconnaissance des produits et des marges des contrats de maintenance de l'industrie ferroviaire en IFRS : problématiques et solutions

Bibliothèque

05/2006

VAUJOUR, Martin

L'objectif du mémoire est d'essayer de déterminer quel traitement comptable est le plus adapté chez l'opérateur de maintenance, et de faire des propositions d'amélioration de la littérature comptable afin que les opérateurs de maintenance disposent des outils pour mieux appréhender la rentabilité de leurs contrats, et que les utilisateurs des états financiers disposent d'une grille de lecture plus adaptée pour mener à bien leurs études comparatives.

Sommaire :

- Les problématiques comptables des contrats de maintenance
- La substance du contrat
- La relation entre les actifs et l'opérateur de maintenance
- Le cadre juridique et l'analyse contractuelle
- L'estimé à terminaison
- Des contrats à très long terme
- Deux natures de coûts
- L'apport des textes existants
- L'analyse par IAS 11
- Contrats de concession
- Les produits du contrat
- Les coûts du contrat
- Comptabilisation des produits et des charges
- Conclusion
- L'analyse par IAS 18

- Champ d'application
- Reconnaissance des revenus
- Reconnaissance des coûts
- Conclusion
- Le FTB 90-1
- Champ d'application
- Question posée et réponses apportées
- Conclusion
- Axes de réflexion pour l'amélioration de la littérature comptable
- Définition des objectifs
- Linéarité des coûts encourus et du chiffre d'affaires
- L'absence ou la limitation des travaux en cours
- Régularité de la marge dégagée
- Conclusion
- Détermination de la règle
- Identification de la transaction
- L'estimé à terminaison
- La maintenance préventive
- La maintenance corrective
- Postes de bilan
- Conclusion
- Illustrations
- ANNEXES
- Modalités d'échantillonnage et description des hypothèses retenues
- Fiches de présentation détaillées des contrats cités au cours du mémoire
- Norme IAS 11 - Version française
- Norme IAS 18 - Version française
- FTB 90-1 -- Version américaine
- Tableaux de détail des retraitements des contrats

Les sociétés d'économie mixte locales concessionnaires de service public face aux novations attendues des normes IAS/IFRS

Bibliothèque

05/2006

VARAINE, Lionel

Le présent mémoire se propose d'aider les acteurs des SEML concessionnaires, leurs conseillers ou tout professionnel du chiffre, par un gain de temps sur l'investissement nécessaire à l'appropriation des spécificités des SEML et par l'acquisition opérationnelle des règles et normes applicables très prochainement aux contrats de concession dès la transposition en droit comptable français. Il en mesure la portée et soulève les problématiques opérationnelles, comptables, juridiques et fiscales.

Sommaire :

- Spécificités des SEML concessionnaires et portée des normes IAS/IFRS
- Le contexte propre aux SEML
- Particularités des SEML
- Portée des normes internationales sur le référentiel français
- Portée des IAS/IFRS sur les comptes des SEML concessionnaires
- Le "traitement" des équipements hors concession
- Application des règles de convergence aux équipements "hors concession"
- Analyse des "satellites" au contrat de concession
- Etat des lieux entre les pratiques constatées, les règles fiscales, les règles

comptables françaises harmonisées et les normes IAS/IFRS dont elles s'inspirent

- Les difficultés particulières posées par les travaux de l'IFRIC sur les immobilisations intégrées au contrat de concession
- Traitement normatif
- Le guide comptable de 1975 : traduction d'obligations "contractuelles"
- Conséquences de la transposition des normes IAS par le CNC
- Interprétations apportées par l'IFRIC
- Le modèle de "l'actif financier"
- Interprétation D13
- Traitement comptable de points spécifiques
- A défaut, le modèle de "l'actif incorporel"
- Interprétation D14 ou le droit d'exploiter l'infrastructure
- Traitement de l'actif support au contrat de concession
- Phase d'exploitation
- Comparaison des deux modèles et conséquences
- Recommandations pour la mise en oeuvre du passage aux normes IAS/IFRS et application à une SEM concessionnaire d'un réseau de chauffage urbain
- Approche méthodologique de l'application des nouvelles normes
- Le diagnostic préalable
- Conduite du projet
- Mise en oeuvre des options retenues
- Démarche appliquée à une SEM concessionnaire d'un service de chauffage urbain et évaluations chiffrées
- L'existant opérationnel et contractuel
- Les changements opérés ou à venir
- ANNEXES
- Cadre conceptuel de l'IASB
- IAS 1 "Présentation des états financiers"
- La méthode de reconstitution du coût historique amorti
- La méthode de réallocation des valeurs comptables
- Contrat de construction
- IFRIC : illustration des modèles DF13 et D14 sur une concession autoroutière
- Tableau des flux de trésorerie

Vers l'adaptation du référentiel IFRS en matière de comptabilisation des frais de recherche et développement : application au secteur de l'armement et incidences sur la mission du commissaire aux comptes

Bibliothèque

05/2006

RIBOULLEAU, Christophe

Ce mémoire analyse les incidences de l'adoption des normes IFRS sur le traitement comptable de la recherche et développement dans le secteur de l'armement et, d'autre part, présente une approche d'audit des coûts de recherche et développement. Il peut servir de base de travail à tout expert-comptable et/ou commissaire aux comptes confronté, dans le secteur de l'armement, à l'activation des frais de recherche et développement.

Sommaire :

- Le traitement comptable des frais de recherche et développement selon le référentiel IFRS - Application au secteur de l'armement
- La recherche et développement militaire
- Le poids de la R & D dans le domaine militaire
- Le financement de la R & D militaire

- Le traitement comptable des frais de R & D imposé par les nouvelles normes comptables IFRS
- Présentation de la norme IAS 38
- Les critères d'activation des frais de recherche et développement
- Les modalités d'amortissement
- Exemple chiffré illustrant l'impact de cette nouvelle norme
- Application des normes IFRS aux dépenses de R & D dans le domaine de l'armement
- Diagnostic des dépenses de R & D activables au sein des charges de l'entreprise
- Valorisation des coûts de R & D
- Amortissement et suivi des frais de R & D activés
- Proposition d'une méthodologie d'audit des dépenses de R & D dans le secteur de l'armement dans le cadre du référentiel IFRS
- L'approche de la mission de révision
- Quelques rappels concernant l'approche d'audit par les risques
- La prise de connaissance de l'entreprise
- Les travaux de contrôle lors de la phase intérimaire
- La revue et l'appréciation des procédures de contrôle interne en place
- L'analyse des éléments de comptabilité analytique disponibles
- Les travaux d'audit à la clôture des comptes
- L'analyse des charges de R & D engagées sur l'exercice
- Analyse de la R & D inscrite en immobilisations incorporelles
- Analyse des comptes consolidés
- ANNEXES
- Programme de travail pour l'audit de l'activation des frais de R & D lors de la phase finale
- Extrait de l'instruction fiscale 4 A 13-05 de la Direction Générale des Impôts du 30/12/2005 relative au traitement fiscal et comptable des frais de R & D en France
- Affectation des coûts analytiques par projet de R & D
- Format de bilan de rentabilité pour les projets de R & D

IFRS et PME : de nouvelles missions pour l'expert-comptable

Bibliothèque

05/2006

BERTONCINI, Vincent

Les objectifs de ce mémoire sont multiples et peuvent être résumés à travers les points suivants :

- convaincre le lecteur des enjeux à court terme des IFRS pour les PME et l'expert-comptable à travers des exemples concrets permettant de sensibiliser les dirigeants de PME à l'intérêt de ces normes pour leur entreprise dans le cadre de leurs projets actuels ou à venir,
- recenser les nouvelles missions liées aux normes IFRS et susceptibles d'être effectuées par l'expert-comptable tout en proposant une démarche commerciale pour le professionnel,
- proposer une approche pour une mission d'assistance à la mise en place de référentiel en intégrant les problématiques des PME et en proposant des outils de diagnostic et de recensement des informations nécessaires,
- expliquer les opportunités que peuvent représenter les normes IFRS pour améliorer la communication financière au sein d'une PME et initier un projet plus étendu d'optimisation des systèmes d'information,
- présenter comment l'expert-comptable peut aider les dirigeants à améliorer leur communication financière (proposition d'une matrice d'annexe), à optimiser les systèmes d'information (proposition d'une liste d'identification des impacts sur ces systèmes) et à mieux comprendre les impacts des normes sur l'analyse financière de leur entreprise.

- Processus de convergence et enjeux des normes I.F.R.S pour les P.M.E et l'expert-comptable
 - Situation actuelle d'adoption des normes et du processus de convergence
 - L'évolution récente des normes I.F.R.S
 - La convergence des règles nationales vers les normes I.F.R.S
 - Enjeux des normes I.F.R.S pour les P.M.E
 - Une évolution imposée par l'environnement et les tiers
 - Une opportunité pour les projets de l'entreprise
 - Les enjeux pour l'expert-comptable
 - Les normes I.F.R.S. : obligations et opportunités pour les professionnels
 - Missions et démarche commerciale possible
 - Diagnostic et assistance à la mise en place du référentiel I.F.R.S.
 - L'organisation du projet
 - Etablissement du diagnostic et planification
 - Choix des options relatives à l'organisation du projet
 - Les phases d'arbitrages et d'évaluation des retraitements
 - Choix des options offertes par les normes
 - Analyse des enjeux comptables liés aux politiques de l'entreprise et évaluation des impacts
 - Les difficultés à anticiper pour une P.M.E
 - La valorisation et la dépréciation d'actifs
 - L'évaluation des instruments financiers et de capitaux propres
 - Assistance dans l'amélioration et la communication de l'information financière
 - Les enjeux du projet de transition sur l'information financière
 - Une opportunité d'améliorer sa communication financière externe
 - Une opportunité d'optimiser son organisation et son information financière internes
 - Assister l'entreprise dans l'élaboration de l'annexe et l'adaptation des systèmes d'information
 - Aider l'entreprise à gérer les contraintes liées à, l'alourdissement de l'information annexe
 - Contribuer à l'évolution du système d'information et de l'organisation interne
 - Aider les dirigeants dans l'analyse financière de leur entreprise
 - Notions importantes dans les analyses financières actuelles
 - Mieux appréhender les conséquences des normes I.F.R.S. sur l'analyse financière
 - Annexe
 - Application du règlement n° 1606/2002 au sein de l'Union européenne
 - Liste des normes et interprétations en vigueur au 1.1.2006
 - Questionnaire I.A.S.B. sur le projet " S.M. Es. "
 - Synthèse de l'avis C.N.C du 20/10/2005 relatif à la réforme du règlement C.R.C n°99-02
 - Evénements C.N.C/ I.A.S.B.
 - Réponse du C.N.C. au questionnaire I.A.S.B. sur le projet " S.M. Es. "
 - Exemple de lettre de mission
 - Exemple de budget
 - Questionnaire de diagnostic
 - Matrice d'annexes I.F.R.S.
 - Normes générant des difficultés au regard de l'information annexe et des systèmes d'information
 - Ratios financiers
 - Recommandation du C.N.C. n° 2004 R-02 du 27/10/2004

-Processus de convergence et enjeux des normes I.F.R.S pour les P.M.E et l'expert-

comptable

- Situation actuelle d'adoption des normes et du processus de convergence
- L'évolution récente des normes I.F.R.S
- La convergence des règles nationales vers les normes I.F.R.S
- Enjeux des normes I.F.R.S pour les P.M.E
- Une évolution imposée par l'environnement et les tiers
- Une opportunité pour les projets de l'entreprise
- Les enjeux pour l'expert-comptable
- Les normes I.F.R.S. : obligations et opportunités pour les professionnels
- Missions et démarche commerciale possible
- Diagnostic et assistance à la mise en place du référentiel .I.F.R.S.
- L'organisation du projet
- Etablissement du diagnostic et planification
- Choix des options relatives à l'organisation du projet
- Les phases d'arbitrages et d'évaluation des retraitements
- Choix des options offertes par les normes
- Analyse des enjeux comptables liés aux politiques de l'entreprise et évaluation des impacts
- Les difficultés à anticiper pour une P.M.E
- La valorisation et la dépréciation d'actifs
- L'évaluation des instruments financiers et de capitaux propres
- Assistance dans l'amélioration et la communication de l'information financière
- Les enjeux du projet de transition sur l'information financière
- Une opportunité d'améliorer sa communication financière externe
- Une opportunité d'optimiser son organisation et son information financière internes
- Assister l'entreprise dans l'élaboration de l'annexe et l'adaptation des systèmes d'information
- Aider l'entreprise à gérer les contraintes liées à, l'alourdissement de l'information annexe
- Contribuer à l'évolution du système d'information et de l'organisation interne
- Aider les dirigeants dans l'analyse financière de leur entreprise
- Notions importantes dans les analyses financières actuelles
- Mieux appréhender les conséquences des normes I.F.R.S. sur l'analyse financière
- Annexe
- Application du règlement n° 1606/2002 au sein de l'Union européenne
- Liste des normes et interprétations en vigueur au 1.1.2006
- Questionnaire I.A.S.B. sur le projet " S.M. Es. "
- Synthèse de l'avis C.N.C du 20/10/2205 relatif à la réforme du règlement C.R.C n°99-02
- Événements C.N.C/ I.A.S.B.
- Réponse du C.N.C. au questionnaire I.A.S.B. sur le projet " S.M. Es. "
- Exemple de lettre de mission
- Exemple de budget
- Questionnaire de diagnostic
- Matrice d'annexes I.F.R.S.
- Normes générant des difficultés au regard de l'information annexe et des systèmes d'information
- Ratios financiers
- Recommandation du C.N.C. n° 2004 R-02 du 27/10/2204

Concession de service public : réflexions sur les problématiques complexes liées au traitement comptable des biens du domaine délégué - Impact de l'internationalisation des normes comptables

Bibliothèque

05/2006

BRANCO, Monica

L'objectif du mémoire est de participer à la réflexion lancée dans le traitement comptable des biens du domaine délégué pour les entreprises concessionnaires de service public en proposant une interprétation des normes IFRS. Il recense également des insuffisances sur certains points spécifiques. Dans un contexte normatif en mouvement, les entreprises concessionnaires doivent développer une attitude de "veille" permanente. Chaque contrat peut comporter des particularités bien spécifiques. La lecture du contrat de concession et de ses dispositions doit permettre à l'auditeur d'analyser la substance même du contrat et d'en déduire la méthode de comptabilisation des biens du domaine délégué. Les développements de ce mémoire fixent des éléments de réflexion possibles selon lesquels ces analyses peuvent être menées.

Sommaire :

- Spécificités du contrat de concession de service public et mise en évidence des problématiques comptables engendrées par les biens du domaine délégué
- Le contrat de concession de service public : une forme de délégation de service public
- Le contrat de concession de service public et ses particularités
- Les obligations et droits des parties en présence
- D'autres modes d'organisation du service public
- Un cadre comptable français ancien limitant la lisibilité des comptes
- Les principes du guide comptable de 1975
- Les apports de la Commission "concessions" de 1994
- Les concessions de service public selon le référentiel IFRS
- Les fondamentaux du référentiel IFRS
- Un référentiel comptable non stabilisé : absence de norme internationale spécifique
- Proposition d'une réflexion sur le traitement comptable des biens du domaine délégué et son impact sur l'information financière
- Difficultés engendrées par le traitement comptable des installations du domaine concédé
- Réflexions sur l'inscription comptable des biens concédés
- L'amortissement des biens du domaine concédé
- Les difficultés soulevées par l'obligation d'entretien des biens du domaine délégué
- Difficultés soulevées par la récupération par le concessionnaire des investissements effectués pendant la concession
- Proposition d'une méthodologie sur le traitement comptable des biens du domaine délégué
- Principes envisagés
- Réflexion menée sur un contrat de concession de service public - application à une unité de cogénération
- Le développement de l'information financière des entreprises concessionnaires de service public
- ANNEXES
- Tableau récapitulatif des caractéristiques des différentes conventions de délégation de service public
- Particularités des différentes catégories de biens du domaine délégué selon le guide comptable de 1975
- Exemple chiffré des traitements comptables proposés par le guide comptable de 1975
- Exemple chiffre des traitements comptables proposés par les orientations 1994 du CNC
- Incidence de la suppression de l'amortissement de caducité et de la provision pour renouvellement
- Exemple d'un contrat de concession de service public